

INDEX

ENGLISH / ANGLAIS	FRANÇAIS / FRENCH	PAGE
• Action	• Action en injonction	1
	• Autre mode de libéralité	3
	• Bien immeuble	4
	• Cession à bail	5
	• Concéder	6
	• Droit d'accès	7
• Easement		8
• Immunity from attachment, execution		9
• Void	• Nul	11
	• Patrimoine	12
	• Placé à son nom	13
• Possess	• Posséder	14
	• Propriété	16
	• Récupération	17
• Relief		18
	• Répétition	19
• Rescission	• Rescision	20
• Set aside	• Rétractation	21
	• (D'être) subrogé dans les droits de poursuite	22
	• (À) titre de mandataire	23
• Withdrawn		24

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D'HARMONISATION

<p>42. (1) When it appears to the Board that any person or organization has engaged in, is engaged in or is about to engage in any acts or practices in contravention of any provision of a regulation under this Act or in contravention of any decision or order made by the Canadian Transportation Agency or the National Energy Board under a direction given under this Act, the Board may request the Attorney General of Canada to bring <u>any proceeding</u> in the Federal Court or any superior court to enjoin those acts or practices.</p>	<p>42. (1) Lorsqu'il lui paraît évident qu'une personne ou une organisation s'est livrée, se livre ou est sur le point de se livrer à des actes ou à des pratiques contrevenant à quelque disposition d'un règlement pris en vertu de la présente loi ou à quelque décision ou ordonnance rendue par l'Office des transports du Canada ou par l'Office national de l'énergie en application d'une directive donnée en vertu de la présente loi, l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie peut demander au procureur général du Canada d'intenter devant la Cour fédérale ou devant une cour supérieure <u>toute procédure</u> visant à <u>interdire</u> ou à <u>faire cesser</u> ces actes ou ces pratiques.</p>
--	--

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

<p>42. (1) When it appears to the Board that any person or organization has engaged in, is engaged in or is about to engage in any acts or practices in contravention of any provision of a regulation under this Act or in contravention of any decision or order made by the Canadian Transportation Agency or the National Energy Board pursuant to a direction given under this Act, the Board may request the Attorney General of Canada to bring <u>an action</u> in the Federal Court or any superior court to enjoin those acts or practices.</p>	<p>42. (1) Lorsqu'il paraît évident à l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie qu'une personne ou une organisation s'est livrée, se livre ou est sur le point de se livrer à des actes ou à des pratiques contrevenant à quelque disposition d'un règlement pris en vertu de la présente loi ou à quelque décision ou ordonnance rendue par l'Office des transports du Canada ou par l'Office national de l'énergie en application d'une directive donnée en vertu de la présente loi, l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie peut demander au procureur général du Canada d'intenter devant la Cour fédérale ou devant une cour supérieure une <u>action en injonction</u> visant ces actes ou ces pratiques.</p>
---	--

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

The phrase “action ... to enjoin” give the English version a broader meaning than that of the French version, because it has the effect of including proceedings other than those related to injunctions.

Problème :

L'emploi des mots *action (...)* *to enjoin* rend la version anglaise plus large que la version française. Cette expression a pour effet d'inclure les procédures autres que l'injonction.

Solution:

In the French version, the term *action* is replaced by *toute procédure*.

In the French version, the term *en injonction* is replaced by *à interdire ou à faire cesser*.

In the English version, the term “action” is replaced by “any proceeding.”

Solution :

Dans la version française, le terme « action » est remplacé par « toute procédure ».

Dans la version française, le terme « en injonction » est remplacé par « à interdire ou à faire cesser » .

Dans la version anglaise, le terme *action* est remplacé par *any proceeding*.

HARMONIZATION PROPOSAL**PROPOSITION D'HARMONISATION**

18. The Council may acquire money, securities or other property by gift or bequest or otherwise and may, notwithstanding anything in this Act, expend, administer or dispose of any such money, securities or other property not forming part of the Endowment Fund or the University Capital Grants Fund, subject to the terms, if any, on which the money, securities or other property was given, bequeathed or otherwise made available to the Council.

18. Le Conseil peut, par don, legs ou autrement, acquérir des biens, notamment sous forme d'argent ou de valeurs mobilières, et, malgré toute disposition contraire de la présente loi, employer ou gérer la partie de ces biens non affectée à la Caisse de dotation ou au Fonds d'assistance financière aux universités, ou en disposer, pourvu qu'il respecte les conditions dont est assortie leur acquisition.

PRESENT SECTION**DISPOSITION ACTUELLE**

18. The Council may acquire money, securities or other property by gift or bequest or otherwise and may, notwithstanding anything in this Act, expend, administer or dispose of any such money, securities or other property not forming part of the Endowment Fund or the University Capital Grants Fund, subject to the terms, if any, on which the money, securities or other property was given, bequeathed or otherwise made available to the Council.

18. Le Conseil peut, par don, legs ou autre mode de libéralités, acquérir des biens, notamment sous forme d'argent ou de valeurs mobilières, et, malgré toute disposition contraire de la présente loi, employer ou gérer la partie de ces biens non affectée à la Caisse de dotation ou au Fonds d'assistance financière aux universités, ou en disposer, pourvu qu'il respecte les conditions dont sont assorties ces libéralités.

REASON FOR CHANGE**JUSTIFICATION****Problem:**

In civil law, the gift and the legacy (or bequest) are the only forms of disposition by gratuitous title. Consequently, the expression *autre mode de libéralités* is superfluous in this context and may be a cause of ambiguity. The expression is also more limitative than the term used in the English version. In the English version, the corresponding term « otherwise » may have a wider meaning and include other forms of acquisition or disposition of property gratuitously or otherwise, such as purchase or sale.

Problème :

En droit civil, les seuls modes de libéralités sont la donation et le legs. Conséquemment, l'expression « autre mode de libéralités » est superflue dans ce contexte et peut être une source d'ambiguïté. De plus, l'expression a une portée plus étroite que celle qui est utilisée dans la version anglaise de la disposition. Dans la version anglaise, l'expression équivalente *otherwise* peut avoir une portée plus large et inclure d'autres modes d'acquisition ou de disposition de biens, tels que l'achat ou la vente.

Solution:

In the French version, *autre mode de libéralités* is replaced with either *autrement* or *notamment* as the context requires.

Solution :

Dans la version française, l'expression « autre mode de libéralités » est remplacé par « autrement » ou « notamment » selon le contexte.

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D’HARMONISATION

<p>14. (1) If in the opinion of the Commission the acquisition of any land, any interest or, in the Province of Quebec, any right in land or lease, by the Commission without the consent of the owner is required for the purposes of this Act, the Commission shall so advise the appropriate Minister in relation to Part I of the Expropriation Act.</p>	<p>14. (1) Lorsqu'elle estime devoir, pour l'application de la présente loi, acquérir un <u>bien-fonds</u> ou un intérêt afférent ou, dans la province de Québec, un droit afférent ou un bail, sans le consentement du propriétaire ou titulaire, la Commission en avise le ministre compétent pour les besoins de la partie I de la Loi sur l'expropriation.</p>
---	---

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

<p>14. (1) Where in the opinion of the Commission the acquisition of any land or interest therein by the Commission without the consent of the owner is required for the purposes of this Act, the Commission shall so advise the appropriate Minister in relation to Part I of the Expropriation Act.</p>	<p>14. (1) Lorsqu'elle estime devoir, pour l'application de la présente loi, acquérir un <u>bien immeuble</u> ou un droit y afférent sans le consentement de son propriétaire ou titulaire, la Commission en avise le ministre compétent aux fins de la partie I de la Loi sur l'expropriation.</p>
---	--

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

Problème :

The English version uses the term “land”, a term of ordinary usage, whereas the French version refers to the civil law concept of *bien immeuble* [immovable property] which is broader.

La version anglaise utilise le terme courant *land*, alors que la version française réfère à la notion de droit civil « bien immeuble » qui est plus large.

The *Expropriation Act*, R.S.C. 1985, c. E-21, referred to in this section, uses the term “land”/*bien-fonds*. The provision contains, therefore, not only a problem of harmonization but also one of coherence between the two statutes.

La *Loi sur l'expropriation*, L.R.C. 1985, c. E-21 mentionnée à cet article utilise la terminologie *land*/« bien-fonds ». Il y a donc dans cette disposition non seulement un problème d’harmonisation, mais aussi un problème de cohérence entre les deux lois.

Solution:

Solution :

In the French version, the term *bien immeuble* is replaced by *bien-fonds*, in order to convey the same meaning as the English version and the *Expropriation Act*.

Modifier la version française afin qu’elle reflète la même idée générale que la version anglaise et remplacer « bien immeuble » par « bien-fonds ».

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D'HARMONISATION

<p>9. (3) The Minister may authorize the sale, lease or other disposition of lands purchased or acquired pursuant to subsection (1) if, in the opinion of the Governor in Council, the sale, leasing or other disposition is compatible with wildlife research, conservation and interpretation.</p>	<p>9. (3) Le ministre peut autoriser la disposition ou la <u>location</u> de terres acquises aux termes du paragraphe (1) si, selon le gouverneur en conseil, elle ne va pas à l'encontre des activités de recherche, de conservation ou d'information concernant les espèces sauvages.</p>
--	---

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

<p>9. (3) The Minister may authorize the sale, lease or other disposition of lands purchased or acquired pursuant to subsection (1) if, in the opinion of the Governor in Council, the sale, leasing or other disposition is compatible with wildlife research, conservation and interpretation.</p>	<p>9. (3) Le ministre peut autoriser l'aliénation ou la <u>cession à bail</u> de terres acquises aux termes du paragraphe (1) si, selon le gouverneur en conseil, elle ne va pas à l'encontre des activités de recherche, de conservation ou d'information concernant les espèces sauvages.</p>
--	---

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

In the French version, the phrase *cession à bail* is unknown to Quebec civil law and may be a source of confusion.

Problème :

Dans la version française, l'expression « cession à bail » n'est pas connue en droit civil québécois et pourrait porter à confusion.

Solution:

In the French version, the phrase *cession à bail* is replaced by the term *location* to more accurately convey the notion of "lease" used in the English version.

Solution :

Dans la version française, l'expression « cession à bail » est remplacé par le terme « location » afin de mieux rendre la notion de *lease* utilisée dans la version anglaise.

HARMONIZATION PROPOSAL**PROPOSITION D'HARMONISATION**

<p>10. (2)(b) sell, grant, transfer, lease or otherwise dispose of or make available to any person any property, subject to any conditions and limitations that it considers necessary or desirable;</p>	<p>10. (2)(b) prendre, à l'égard de biens, toute mesure compatible avec les conditions et restrictions qu'elle juge utiles, et notamment les vendre, les <u>attribuer</u>, les transférer ou en disposer de quelque autre façon, ou encore les louer ou les mettre à la disposition de qui que ce soit;</p>
---	--

PRESENT SECTION**DISPOSITION ACTUELLE**

<p>10. (2)(b) sell, grant, convey, lease or otherwise dispose of or make available to any person any property, subject to such conditions and limitations as it considers necessary or desirable;</p>	<p>10. (2)(b) prendre, à l'égard de biens, toute mesure compatible avec les conditions et restrictions qu'elle juge utiles, et notamment les vendre, les <u>concéder</u>, les transférer, les louer ou encore les mettre à la disposition de qui que ce soit;</p>
--	--

REASON FOR CHANGE**JUSTIFICATION****Problem:**

In the French version, the term *concéder* is inappropriate because, as a rule, it is the Crown that makes “concessions”. Here, the National Capital Commission does not make “concessions” in the sense that the term is used in article 919, C.C.Q. or the *Federal Real Property Act*, S.C. 1991, c. 50.

Consequently, a broader meaning for the term “grant” in the English version must be considered. The term *attribuer* may be used to convey this idea in the French version.

Solution:

In the French version, the term *concéder* is replaced by *attribuer*.

Problème :

En général, c’est l’État qui fait des « concessions ». Ici, la Commission de la Capitale nationale n’exerce pas ce rôle au sens de l'article 919 C.c.Q. ou de la *Loi sur les immeubles fédéraux*, L.C. 1991, ch. 50.

Par conséquent, le terme *grant* doit être considéré dans un sens plus large. Le terme « attribuer » peut être utilisé pour rendre cette idée à la version française.

Solution :

Remplacer dans la version française le terme « concéder » par « attribuer ».

HARMONIZATION PROPOSAL**PROPOSITION D'HARMONISATION**

104. (1) Subject to subsection (2), the Board may, on application in writing by a company, if the Board considers it proper to do so, issue an order to the company granting it an immediate right to enter any lands on such terms and conditions, if any, as the Board may specify in the order.

104. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'Office peut, sur demande écrite d'une compagnie et s'il le juge utile, rendre une ordonnance accordant à celle-ci un droit d'entrer immédiat sur des terrains aux conditions qui y sont éventuellement précisées

PRESENT SECTION**DISPOSITION ACTUELLE**

104. (1) Subject to subsection (2), the Board may, on application in writing by a company, if the Board considers it proper to do so, issue an order to the company granting it an immediate right to enter any lands on such terms and conditions, if any, as the Board may specify in the order.

104. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'Office peut, sur demande écrite d'une compagnie et s'il le juge utile, rendre une ordonnance accordant à celle-ci un droit d'accès immédiat à des terrains aux conditions qui y sont éventuellement précisées

REASON FOR CHANGE**JUSTIFICATION****Problem:**

The concept of a right of entry is wider than the term *droit d'accès* used in the French version. The latter is used in common law in French to convey the concept of the right of access vested in the owner of land which adjoins a road or other highway to go and return from his own land to the highway without obstruction. It could also be used in the sense of a right of way.

However, the English term (right of entry-right to enter) as used in this statute, includes the taking of possession, along with rights of way and easements (servitudes in civil law). Although the term "right of entry" also can have the more restricted meaning of "the right of taking or resuming possession of land by entering on it in a peaceable manner", this is not the sole meaning here.

Solution:

In the French version, the term *droit d'accès* is replaced by the neutral term *droit d'entrer*, which does not have a restricted meaning, either in common law or civil law.

Problème :

Le concept de *right of entry* est plus large que l'expression « droit d'accès » employé dans la version française. Ce dernier est utilisé en common law française pour traduire le concept de droit d'accès conféré au propriétaire d'un bien-fonds adjacent à un chemin ou à une route pour se rendre à son propre terrain et en revenir sans obstruction. Il pourrait être également utilisé dans le sens de droit de passage.

Toutefois, l'expression anglaise (*right of entry-right to enter*) tel qu'utilisée dans la loi, englobe la prise de possession, ainsi que des droits de passage et des servitudes en droit civil. Bien que le terme *right of entry* puisse aussi avoir un sens plus restreint de « droit de prendre ou de reprendre possession d'un terrain en y entrant d'une manière pacifique », ce n'est pas la seule signification dans le cas présent.

Solution :

Dans la version française, l'expression « droit d'accès » est remplacée par les termes neutres « droit d'entrer », dont le sens n'est restreint ni en common law ni en droit civil.

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D'HARMONISATION

<p>15. (1)(b) enter into a lease enduring for a period in excess of five years or grant <u>(i) in the province of Quebec, a servitude for a period in excess of forty-nine years, and</u> <u>(ii) in any other province,</u> an easement for a period in excess of forty-nine years.</p>	<p>15. (1)(b) signer un bail d'une durée supérieure à cinq ans ou accorder une servitude pour une période de plus de quarante-neuf ans.</p>
---	--

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

<p>15. (1)(b) enter into a lease enduring for a period in excess of five years or grant an <u>easement</u> enduring for a period in excess of forty-nine years.</p>	<p>15. (1)(b) signer un bail d'une durée supérieure à cinq ans ou accorder une servitude pour une période de plus de quarante-neuf ans.</p>
--	--

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

Problème :

The English version refers only to a common law concept (easement), whereas the French version refers to both common law and civil law (*servitude*).

La version anglaise réfère à une notion de common law alors que « servitude » dans la version française réfère à la fois à la common law et au droit civil.

Solution:

Solution :

The term “servitude” is added to the English version by way of a Quebec clause in order to reflect the civil law concept.

Ajouter *servitude* dans la version anglaise au moyen d'une clause Québec afin qu'elle exprime la notion de droit civil en anglais.

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D'HARMONISATION

<p>12. (1) Subject to subsections (2) and (3), property of a foreign state that is located in Canada is <u>exempt from seizure</u> and, in the case of an action <i>in rem</i>, is immune from arrest, detention, seizure and forfeiture except where</p> <p>(a) the state has, either explicitly or by implication, waived its <u>exemption from seizure</u>, or, in the case of an action <i>in rem</i>, its immunity from arrest, detention, seizure or forfeiture, unless the foreign state has revoked the waiver of immunity in accordance with any of its terms that permit that revocation;</p>	<p>12. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), les biens de l'État étranger situés au Canada sont insaisissables et ne peuvent, dans le cadre d'une action réelle, faire l'objet de saisie, rétention, mise sous séquestre ou confiscation, sauf dans les cas suivants :</p> <p>a) l'État a renoncé, de façon expresse ou tacite, à son immunité relative à l'insaisissabilité et aux autres mesures mentionnées ci-dessus, toute révocation ultérieure de la renonciation ne pouvant être faite que suivant les termes de la renonciation qui l'autorisent;</p>
--	--

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

<p>12. (1) Subject to subsections (2) and (3), property of a foreign state that is located in Canada is <u>immune from attachment and execution</u> and, in the case of an action <i>in rem</i>, from arrest, detention, seizure and forfeiture except where</p> <p>(a) the state has, either explicitly or by implication, waived its <u>immunity from attachment, execution</u>, arrest, detention, seizure or forfeiture, unless the foreign state has withdrawn the waiver of immunity in accordance with any term thereof that permits such withdrawal;</p>	<p>12. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), les biens de l'État étranger situés au Canada sont insaisissables et ne peuvent, dans le cadre d'une action réelle, faire l'objet de saisie, rétention, mise sous séquestre ou confiscation, sauf dans les cas suivants :</p> <p>a) l'État a renoncé, de façon expresse ou tacite, à son immunité relative à l'insaisissabilité et aux autres mesures mentionnées ci-dessus, toute révocation ultérieure de la renonciation ne pouvant être faite que suivant les termes de la renonciation qui l'autorisent;</p>
---	--

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

Problème :

The phrase “immunity from attachment and execution” has meaning in common law only. However, the French term *insaisissable* is appropriate for both common law and civil law. The civil law expression “exempt from seizure” which is the English translation of *insaisissable*, can also be used in common law to convey the concept of “immunity from attachment and execution”. Therefore, the expressions “exempt form seizure” / *insaisissable* can be used in both common law and civil law.

L’expression *immunity from attachment and execution* a un sens en common law seulement. Toutefois, le terme français « insaisissable » convient à la fois à la common law et au droit civil. L’expression de droit civil *exempt from seizure* qui est la traduction anglaise du terme « insaisissable » peut également être utilisée en common law pour rendre le concept de *immunity from attachment and execution*. Par conséquent, les expressions *exempt from seizure* / « insaisissable » peuvent être utilisées à la fois en common law et en droit civil.

Solution:

In the English version, the term “immunity from attachment and execution”, is replaced by the term “exempt from seizure”, which is appropriate for both common law and civil law.

Solution :

Dans la version anglaise, l’expression *immunity from attachment and execution* est remplacée par l’expression *exempt from seizure*, qui convient à la fois à la common law et au droit civil.

HARMONIZATION PROPOSAL**PROPOSITION D'HARMONISATION**

87. (2) If a land acquisition agreement referred to in section 86 is entered into with an owner of lands before a notice is served on the owner under this section, that agreement is without effect.

87. (2) Tout accord d'acquisition de terrain mentionné à l'article 86 et qui aurait été conclu avant qu'un avis n'ait été signifié au propriétaire conformément au présent article est sans effet.

PRESENT SECTION**DISPOSITION ACTUELLE**

87. (2) Where a land acquisition agreement referred to in section 86 is entered into with an owner of lands before a notice is served on the owner pursuant to this section, that agreement is void.

87. (2) Tout accord d'acquisition de terrain mentionné à l'article 86 et qui aurait été conclu avant qu'un avis n'ait été signifié au propriétaire conformément au présent article est nul.

REASON FOR CHANGE**JUSTIFICATION****Problem:**

Although the use of the term “void” is acceptable in English civil law and is appropriate for common law, an effort was made to take into account the change of terminology in the Civil Code of Québec where the term “void” was systematically replaced by the more civilian term “null”. To avoid the use of the doublet “void or null”, which is sometimes interpreted as meaning “voidable”, a more descriptive approach to the meaning of both terms is proposed.

Problème :

Bien que l'emploi du terme « void » soit acceptable en langue civiliste d'expression anglaise et qu'il soit approprié en common law, un effort a été fait afin de tenir compte du changement de terminologie effectué dans le Code civil du Québec, où le terme « void » a été systématiquement remplacé par le terme plus civiliste « null ». Afin aussi d'éviter l'utilisation du double « void or null » auquel on donne parfois le sens de « voidable », une approche plus descriptive du sens des deux termes a été adoptée.

Solution:

In the English version, the term “void” is replaced by the neutral phrase “without effect”.

For the purpose of coherence, in the French version, the term *nul* is replaced by the neutral phrase *sans effet*.

Solution :

Dans la version anglaise, le terme *void* est remplacé par l'expression neutre *without effect*.

Par souci d'uniformité, dans la version française, le terme « nul » est remplacé par l'expression neutre « sans effet ».

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D'HARMONISATION

21. Subject to any by-law of the Foundation providing for the remuneration of officers, employees and agents of the Foundation, any profits or accretions to the value of the property of the Foundation shall be used to further the activities of the Foundation and no part of the property or profits of the Foundation may be distributed, directly or indirectly, to any member of the Foundation.

21. La fondation, sous réserve des dispositions du règlement intérieur prévoyant la rémunération et les indemnités de ses dirigeants, employés ou mandataires, affecte les bénéfices et plus values provenant de ses biens à la promotion de ses activités; aucune partie de ses biens ou de ses bénéfices ne peut être distribuée, directement ou indirectement, à ses membres.

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

21. Subject to any by-law of the Foundation providing for the remuneration of officers, employees and agents of the Foundation, any profits or accretions to the value of the property of the Foundation shall be used to further the activities of the Foundation and no part of the property or profits of the Foundation may be distributed, directly or indirectly, to any member of the Foundation.

21. La fondation, sous réserve des dispositions du règlement intérieur prévoyant la rémunération et les indemnités de ses dirigeants, employés ou préposés, affecte les bénéfices et plus values provenant de ses biens à la promotion de ses activités; aucune partie de son patrimoine ne peut être distribuée, directement ou indirectement, à ses membres.

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

In both common law and civil law, the concept of *patrimoine* refers to a person's assets and liabilities. However, the English version uses the phrase "property or profits," which covers only the assets of the Foundation.

Problème :

En droit civil et en *common law*, la notion de « patrimoine » vise à la fois l'actif et le passif d'une personne. Or, la version anglaise emploie l'expression *property or profits* qui ne vise que l'actif de la fondation.

Solution:

In the French version, the term *son patrimoine* is replaced by *ses biens ou bénéfices*.

Solution :

Dans la version française, le terme « patrimoine » est remplacé par ses « biens ou bénéfices ».

HARMONIZATION PROPOSAL**PROPOSITION D'HARMONISATION**

2. (1) "property of the Commission" «bien de la Commission» ou «propriété de la Commission» "property of the Commission" means property under the control and management of, or vested in the name of, the Commission;	2. (1) «bien de la Commission» ou «propriété de la Commission» "property of the Commission" «bien de la Commission» ou «propriété de la Commission» Bien relevant de la Commission et géré par elle, <u>ou qui lui sont dévolus.</u>
--	--

PRESENT SECTION**DISPOSITION ACTUELLE**

2. (1) "property of the Commission" «bien de la Commission» ou «propriété de la Commission» "property of the Commission" means property under the control and management of, or vested in the name of, the Commission;	2. (1) «bien de la Commission» ou «propriété de la Commission» "property of the Commission" «bien de la Commission» ou «propriété de la Commission» Bien relevant de la Commission et géré par elle, <u>ou placé à son nom.</u>
--	---

REASON FOR CHANGE**JUSTIFICATION****Problem:**

The English version uses the term “vested,” the meaning of which in both common law and civil law is broader than that of *placé à son nom* used in the French version.

In legislative drafting, the English term “vested” is usually rendered in French by *dévolu*.

Solution:

In the French version, the phrase *placé à son nom* is replaced by *qui lui sont dévolus*.

Problème :

La version anglaise fait référence au concept de *vested* qui, en droit civil ou en common law, est plus large que l’expression « placé à son nom » utilisée dans la version française.

En matière de rédaction législative, le terme anglais *vested* est généralement rendu par le terme français « dévolu ».

Solution :

Dans la version française, remplacer « placé à son nom » par « qui lui sont dévolus ».

HARMONIZATION PROPOSAL**PROPOSITION D'HARMONISATION**

10. (2) The Commission may, for the purposes of this Act,
(a) acquire, possess, hold, administer or develop property;

10. (2) Pour l'application de la présente loi, la Commission peut :
a) acquérir, posséder, détenir, gérer ou mettre en valeur des biens;

PRESENT SECTION**DISPOSITION ACTUELLE**

10. (2) The Commission may, for the purposes of this Act,
(a) acquire, hold, administer or develop property;

10. (2) Pour l'application de la présente loi, la Commission peut :
a) acquérir, détenir, gérer ou mettre en valeur des biens;

REASON FOR CHANGE**JUSTIFICATION****Problem:****Problème :**

The concept of “holding”, in this context, refers to material control over property. In civil law, the concept of “holding” describes a *de facto* relationship that a person may have with property. It is a relationship that is something less than “possession,” which is the *de facto* exercise by a person of a real right that the person claims to have. “Holding” differs from “possession” in that possession arises when “holding” is coupled with an intention to exercise rights in the object as owner or other titulary of a real right.

Le concept de « détention », dans le contexte, vise le contrôle matériel du bien. En droit civil, le concept de « détention » décrit un rapport de fait qu’une personne peut avoir avec un bien. Il s’agit d’un rapport de fait moindre que la « possession » qui, elle, décrit l’exercice de fait par une personne d’un droit réel dont elle se veut titulaire. La « détention » se distingue de la « possession » en ce sens, qu’il y a « possession » lorsque la « détention » est accompagnée d’une intention d’exercer des droits dans la chose en tant que propriétaire ou autre titulaire d’un droit réel.

In civil law, it is “possession” and not “holding” that establishes a presumption in favour of one who claims to have a real right. It is also “possession” that makes it possible to acquire property by prescription.

En droit civil, c’est la « possession » et non pas la « détention » qui permet d’établir une présomption au bénéfice de celui qui se prétend titulaire d’un droit réel. C’est aussi la « possession » qui permet d’acquérir un bien par prescription.

Since “hold” in common law includes realities that are covered in civil law by the separate concepts of “holding” and “possession”, it is necessary here to add “possess” / *posséder* to cover “possession” within the meaning of civil law.

Puisque *hold* en common law englobe des réalités qui sont couvertes en droit civil par les concepts distincts de détention et de possession, il est nécessaire ici d’ajouter *possess* et « posséder » pour couvrir la possession au sens du droit civil.

Solution:

Add *posséder* to the French version and “possess” to the English version to reflect civil law.

Solution :

Ajouter « posséder » à la version française et *possess* à la version anglaise pour refléter le droit civil.

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D’HARMONISATION

<p>6. (2) With respect to the alleged commission by a member of a visiting force of an offence respecting</p> <p>(a) the property or security of the designated state,</p> <p>(b) the person or property of another member of the visiting force or a dependant, or</p>	<p>6. (2) S'il est présumé qu'un membre d'une force étrangère présente au Canada a commis une infraction concernant :</p> <p>a) soit <u>les biens</u> ou la sécurité de l'État désigné;</p> <p>b) soit la personne ou <u>les biens</u> d'un autre membre de cette force ou de quelqu'un qui est à la charge d'un autre membre de cette force;</p>
---	---

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

<p>6. (2) With respect to the alleged commission by a member of a visiting force of an offence respecting</p> <p>(a) the property or security of the designated state,</p> <p>(b) the person or property of another member of the visiting force or a dependant, or</p>	<p>6. (2) S'il est présumé qu'un membre d'une force étrangère présente au Canada a commis une infraction concernant :</p> <p>a) soit la <u>propriété</u> ou la sécurité de l'État désigné;</p> <p>b) soit la personne ou la <u>propriété</u> d'un autre membre de cette force ou de quelqu'un qui est à la charge d'un autre membre de cette force;</p>
---	---

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

In the French version, the term *propriété*, used to convey the notion of “property”, is inappropriate for both common law and civil law. The notion of “property” is normally conveyed, in both legal systems, by the term *biens*.

For example, the term “property”/ *biens* can be found in the subheading preceding section 15 and in section 15.

Solution:

In the French version, the term *propriété* is replaced by the term *biens*.

Problème :

La notion de « propriété » utilisée dans la version française pour traduire le terme *property* est impropre tant en common law qu’en droit civil. La notion de *property* est normalement rendue, dans les deux systèmes juridiques, par le terme « biens ».

Par exemple, les termes *property* / « biens » sont utilisés dans le sous-titre précédant l’article 15 et dans l’article 15.

Solution :

Dans la version française, le terme « propriété » est remplacé par le terme « biens ».

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D'HARMONISATION

<p>11. (1) Subject to subsection (3), no redress by way of an injunction, specific performance or the recovery of land or other property may be granted against a foreign state unless the state consents in writing to that redress and, if the state so consents, the redress granted shall not be greater than that consented to by the state.</p>	<p>11. (1) Sous réserve du paragraphe (3), il ne peut être accordé de réparation par voie d'injonction, d'exécution en nature ou de <u>recouvrement</u> de biens fonciers ou autres contre un État étranger, sauf dans les cas et dans la mesure où celui-ci y a consenti par écrit.</p>
--	---

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

<p>11. (1) Subject to subsection (3), no relief by way of an injunction, specific performance or the recovery of land or other property may be granted against a foreign state unless the state consents in writing to that relief and, where the state so consents, the relief granted shall not be greater than that consented to by the state.</p>	<p>11. (1) Sous réserve du paragraphe (3), il ne peut être accordé de réparation par voie d'injonction, d'exécution en nature ou de <u>recupération</u> de biens fonciers ou autres contre un État étranger, sauf dans les cas et dans la mesure où celui-ci y a consenti par écrit.</p>
--	---

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

In the French version the term *recupération* is not appropriate for either common law or civil law.

In common law and civil law in French, the appropriate term to convey the meaning of “recovery” is *recouvrement*.

Solution:

In the French version, the term *recupération* is replaced by the term *recouvrement*.

Problème :

Dans la version française, le terme « récupération » n’est approprié ni en common law ni en droit civil.

En common law et en droit civil français, le terme approprié qui rend le sens de *recovery* est « recouvrement ».

Solution :

Dans la version française, le terme « récupération » est remplacé par le terme « recouvrement ».

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D'HARMONISATION

<p>11. (1) Subject to subsection (3), no <u>redress</u> by way of an injunction, specific performance or the recovery of land or other property may be granted against a foreign state unless the state consents in writing to that <u>redress</u> and, if the state so consents, the <u>redress</u> granted shall not be greater than that consented to by the state.</p>	<p>11. (1) Sous réserve du paragraphe (3), il ne peut être accordé de réparation par voie d'injonction, d'exécution en nature ou de recouvrement de biens fonciers ou autres contre un État étranger, sauf dans les cas et dans la mesure où celui-ci y a consenti par écrit.</p>
---	--

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

<p>11. (1) Subject to subsection (3), no <u>relief</u> by way of an injunction, specific performance or the recovery of land or other property may be granted against a foreign state unless the state consents in writing to that <u>relief</u> and, where the state so consents, the <u>relief</u> granted shall not be greater than that consented to by the state.</p>	<p>11. (1) Sous réserve du paragraphe (3), il ne peut être accordé de réparation par voie d'injonction, d'exécution en nature ou de récupération de biens fonciers ou autres contre un État étranger, sauf dans les cas et dans la mesure où celui-ci y a consenti par écrit.</p>
---	--

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

In the English version, the term “relief” is not appropriate for civil law.

Problème :

Dans la version anglaise, le terme *relief* n’est pas approprié en droit civil.

In civil law, the term “redress” is used to convey the concept of *réparation*. This term is also used in common law to convey a meaning similar to “relief”.

En droit civil, on se sert du terme *redress* pour rendre le concept de « réparation ». Ce terme est également utilisé en common law pour rendre une notion semblable à *relief*.

Solution:

In the English version, the term “relief” is replaced by the term “redress”, which is appropriate for both common law and civil law.

Solution :

Dans la version anglaise, le terme *relief* est remplacé par le terme *redress*, qui convient à la fois à la common law et au droit civil.

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D'HARMONISATION

8. (4) In any proceedings in Canada to recognize or enforce a judgment given by a foreign tribunal in proceedings instituted under an antitrust law, or a foreign trade law or a provision of a foreign trade law set out in the schedule, or to enforce a concurrent or subsequent judgment for contribution or indemnity related to that judgment, no inference shall be drawn from the fact that the Attorney General of Canada has not made an order under subsection (1) or (1.1) in respect of the judgment.

8. (4) Dans le cadre d'instances au Canada visant une demande d'exécution soit d'un jugement rendu en application d'une loi antitrust, ou d'une loi commerciale étrangère ou d'une disposition d'une telle loi mentionnées à l'annexe, soit d'un jugement, parallèle ou postérieur à ce jugement, prononçant contribution ou indemnité, il ne peut être tiré de conclusion du fait que le procureur général du Canada ne s'est pas prévalu de son pouvoir de prendre l'arrêt visé aux paragraphes (1) ou (1.1).

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

8. (4) In any proceedings in Canada to recognize or enforce a judgment given by a foreign tribunal in proceedings instituted under an antitrust law, or a foreign trade law or a provision of a foreign trade law set out in the schedule, or to enforce a concurrent or subsequent judgment for contribution or indemnity related to that judgment, no inference shall be drawn from the fact that the Attorney General of Canada has not made an order under subsection (1) or (1.1) in respect of the judgment.

8. (4) Dans le cadre d'instances au Canada visant une demande d'exécution soit d'un jugement rendu en application d'une loi antitrust, ou d'une loi commerciale étrangère ou d'une disposition d'une telle loi mentionnées à l'annexe, soit d'un jugement, parallèle ou postérieur à ce jugement, prononçant répétition ou indemnité, il ne peut être tiré de conclusion du fait que le procureur général du Canada ne s'est pas prévalu de son pouvoir de prendre l'arrêt visé aux paragraphes (1) ou (1.1).

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

The term *répétition*, used in the French version, is inappropriate in this context, as it signifies, in civil law, the recovery of money that has been paid in error or without being due.

Problème :

Le terme « répétition », utilisé dans la version française, est impropre dans le contexte puisqu'il signifie, en droit civil, le recouvrement d'une somme qui a été versée par erreur ou sans qu'elle soit due.

In this context, however, what is intended is the recovery of money from another for the share he ought to pay.

Toutefois, dans le contexte, il est question de la récupération d'une somme d'une autre partie qui représente la part qu'elle doit payer.

Solution:

In the French version, the term *répétition* is replaced by *contribution*, which is appropriate for both legal systems.

Solution :

Dans la version française, le terme « répétition » est remplacé par « contribution », qui convient aux deux systèmes juridiques.

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D'HARMONISATION

21. No person is entitled to damages, compensation or other allowance for loss of profit, direct or indirect, arising out of the rescission, resolution or termination of a defense contract at any time before it is fully performed if it is rescinded, resolved or terminated under a power contained in the contract or under a power conferred by or under an Act of Parliament.

21. Nul n'a droit au paiement de dommages-intérêts, d'une indemnité ou d'une autre allocation en raison d'une perte de profits, directe ou indirecte, résultant de la résolution ou résiliation d'un contrat de défense survenue en tout temps avant que l'exécution en soit terminée si la résolution ou résiliation a lieu conformément à un pouvoir prévu au contrat ou conféré en application d'une loi fédérale.

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

21. No person is entitled to damages, compensation or other allowance for loss of profit, direct or indirect, arising out of the rescission or termination of a defense contract at any time before it is fully performed if it is rescinded or terminated pursuant to a power contained in the contract or pursuant to a power conferred by or under an Act of Parliament

21. Nul n'a droit au paiement de dommages-intérêts, d'une indemnité ou d'une autre allocation en raison d'une perte de profits, directe ou indirecte, résultant de la rescission ou résiliation d'un contrat de défense survenue en tout temps avant que l'exécution en soit terminée si la rescission ou résiliation a lieu conformément à un pouvoir prévu au contrat ou conféré en application d'une loi fédérale.

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

For the purposes of civil law, the concept of *résolution* should be added to the French version to cover all the ways in which a contract may be cancelled. The concept of *résolution* is also appropriate in common law in French and can be substituted for *rescision*.

For the same reason, “resolution” must be added to the English version. Unlike the French version, the civil law concept of « resolution » and the common law concept of « rescission » are different and must both be included in the English version.

Solution:

In the French version, the term *résolution* is replaced by *rescision* in the French version.

Add “resolution” in the English version.

Problème :

Pour les besoins du droit civil, le concept de « résolution » doit être ajouté à la version française pour couvrir tous les modes d’annulation du contrat. La notion de « résolution » vaut également pour la *common law* en français et peut être substituée à celle de « rescision ».

Parallèlement, nous devons rajouter *resolution* à la version anglaise. Contrairement à la version française, les notions de *resolution* du droit civil et de *rescision* de common law sont distinctes et doivent toutes deux apparaître dans la version anglaise.

Solution :

Dans la version française, le terme « rescision » est remplacé par « résolution ».

Dans la version anglaise, ajouter *resolution*.

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D'HARMONISATION

<p>10. (4) A foreign state may, within sixty days after service on it of a certified copy of a judgment under subsection (2), apply to have the judgment set aside <u>or</u> <u>revoked</u>.</p>	<p>10. (4) L'État étranger dispose de soixante jours suivant la date de signification de l'expédition du jugement prévue au paragraphe (2) pour produire une demande en rétractation <u>ou annulation</u> de jugement.</p>
---	---

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

<p>Application to set aside default judgment</p> <p>10. (4) A foreign state may, within sixty days after service on it of a certified copy of a judgment pursuant to subsection (2), apply to have the judgment <u>set aside</u>.</p>	<p>Demande en rétractation</p> <p>10. (4) L'État étranger dispose de soixante jours suivant la date de signification de l'expédition du jugement prévue au paragraphe (2) pour produire une demande en <u>rétractation</u> de jugement.</p>
--	--

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

Only common law terminology (“set aside a judgment”) is used in the English version, and only the civil law term (*rétractation*) is used in the French version.

The term “revocation” is the appropriate term in English for civil law purposes.

In common law in French, the appropriate term is *annulation de jugement*.

Solution:

In the English version, the term “revoke” is added for civil law.

In the French version, the term *annulation* is added for common law.

Problème :

Seule l'expression de common law *set aside a judgment* est utilisée dans la version anglaise, et seul le terme de droit civil « rétractation » est utilisé dans la version française.

Le terme *revocation* est le terme approprié en anglais pour le droit civil.

Le terme français approprié en common law est « annulation de jugement ».

Solution :

Dans la version anglaise, le terme *revoke* est ajouté pour les besoins du droit civil.

Dans la version française, le terme « annulation » est ajouté pour la common law.

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D'HARMONISATION

<p>5. (2) Where he deems it necessary, the Minister may require, as a condition for the payment of any compensation to a farmer under this Act, the consent of that farmer for the Minister to pursue on his behalf any legal action against any manufacturer or person referred to in paragraph (1)(b).</p>	<p>5. (2) Le ministre peut exiger, comme condition de paiement de l'indemnité, <u>de pouvoir exercer, au nom</u> de l'indemnitaire, <u>tout recours de ce dernier</u> contre les personnes visées à l'alinéa (1)b).</p>
--	---

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

<p>5. (2) Where he deems it necessary, the Minister may require, as a condition for the payment of any compensation to a farmer under this Act, the consent of that farmer for the Minister to pursue on his behalf any legal action against any manufacturer or person referred to in paragraph (1)(b).</p>	<p>5. (2) Le ministre peut exiger, comme condition de paiement de l'indemnité, <u>d'être subrogé dans les droits de poursuite</u> de l'indemnitaire contre les personnes visées à l'alinéa (1)b).</p>
--	---

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

The terminology used in the French version does not reflect the intention of Parliament, which is conveyed in the English version by the phrase “pursue on his behalf any legal action.”

Problème :

La terminologie de la version française ne reflète pas l'intention du législateur qui est rendue dans la version anglaise par l'emploi de *pursue on his behalf any legal action*.

Solution:

In order to avoid confusion with the concept of “subrogation” in civil law, it is preferable to replace *d'être subrogé dans les droits de poursuite de l'indemnitaire* in the French version by *de pouvoir exercer, au nom de l'indemnitaire, tout recours de ce dernier*.

Solution :

Afin d'éviter la confusion avec la notion de « subrogation » du droit civil, il serait préférable de remplacer la version française « d'être subrogé dans les droits de poursuite de l'indemnitaire » par « de pouvoir exercer, au nom de l'indemnitaire, tout recours de ce dernier ».

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D’HARMONISATION

<p>16. The Governor in Council may, on the recommendation of the President of the Treasury Board, make regulations</p> <p>(a) prescribing the circumstances in which a person may make an application under subsection 4(1) on behalf of another person or may act on behalf of another person in prosecuting an application that has been made by that other person;</p>	<p>16. Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du président du Conseil du Trésor, par règlement :</p> <p>a) déterminer les circonstances dans lesquelles une personne peut, <u>au nom d’une autre personne</u>, présenter la demande prévue au paragraphe 4(1) ou procéder au suivi de cette demande;</p>
--	---

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

<p>16. The Governor in Council may, on the recommendation of the President of the Treasury Board, make regulations</p> <p>(a) prescribing the circumstances in which a person may make an application under subsection 4(1) on behalf of another person or may act on behalf of another person in prosecuting an application that has been made by that other person;</p>	<p>16. Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du président du Conseil du Trésor, par règlement :</p> <p>a) déterminer les circonstances dans lesquelles une personne peut présenter, <u>à titre de mandataire</u>, une demande en vertu du paragraphe 4(1) ou peut procéder, à ce titre, au suivi de cette demande</p>
--	---

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

Apart from mandate (*le mandat*), the civil law recognizes other types of representation, including those whose authority derives from the law, and not contract.

Problème :

Mis à part le mandat, le droit civil reconnaît d’autres formes de représentation, y compris celles dont le pouvoir découle du droit et non d’un contrat.

The term *mandataire* is too narrow in the context of the present provision.

Le terme « mandataire » est trop restrictif dans le contexte de la présente disposition.

For similar reasons, the term *mandataire* is also too restrictive for common law purposes.

Pour des raisons similaires, le terme « mandataire » est également trop restrictif pour les besoins de la common law.

Solution:

The French version is amended by replacing the term *mandataire* by the phrase *au nom d’une autre personne*.

Solution :

Dans la version française, le terme « mandataire » est remplacé par l’expression « au nom d’une autre personne ».

HARMONIZATION PROPOSAL

PROPOSITION D'HARMONISATION

<p>12. (1) Subject to subsections (2) and (3), property of a foreign state that is located in Canada is exempt from seizure and, in the case of an action <i>in rem</i>, is immune from arrest, detention, seizure and forfeiture except where</p> <p>(a) the state has, either explicitly or by implication, waived its exemption from seizure, or, in the case of an action <i>in rem</i>, its immunity from arrest, detention, seizure or forfeiture, unless the foreign state has <u>revoked</u> the waiver of immunity in accordance with any of its terms that permit that <u>revocation</u>;</p>	<p>12. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), les biens de l'État étranger situés au Canada sont insaisissables et ne peuvent, dans le cadre d'une action réelle, faire l'objet de saisie, rétention, mise sous séquestre ou confiscation, sauf dans les cas suivants :</p> <p>a) l'État a renoncé, de façon expresse ou tacite, à son immunité relative à l'insaisissabilité et aux autres mesures mentionnées ci-dessus, toute révocation ultérieure de la renonciation ne pouvant être faite que suivant les termes de la renonciation qui l'autorisent;</p>
--	--

PRESENT SECTION

DISPOSITION ACTUELLE

<p>12. (1) Subject to subsections (2) and (3), property of a foreign state that is located in Canada is immune from attachment and execution and, in the case of an action <i>in rem</i>, from arrest, detention, seizure and forfeiture except where</p> <p>(a) the state has, either explicitly or by implication, waived its immunity from attachment, execution, arrest, detention, seizure or forfeiture, unless the foreign state has <u>withdrawn</u> the waiver of immunity in accordance with any term thereof that permits such <u>withdrawal</u>;</p>	<p>12. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), les biens de l'État étranger situés au Canada sont insaisissables et ne peuvent, dans le cadre d'une action réelle, faire l'objet de saisie, rétention, mise sous séquestre ou confiscation, sauf dans les cas suivants :</p> <p>a) l'État a renoncé, de façon expresse ou tacite, à son immunité relative à l'insaisissabilité et aux autres mesures mentionnées ci-dessus, toute révocation ultérieure de la renonciation ne pouvant être faite que suivant les termes de la renonciation qui l'autorisent;</p>
---	--

REASON FOR CHANGE

JUSTIFICATION

Problem:

Problème :

In the English version, the term “withdrawal” is not appropriate for civil law in this context.

Dans la version anglaise, le terme *withdrawal*, utilisé dans ce contexte, n'est pas approprié en droit civil.

The appropriate term for civil law purposes is “revocation”.

Le terme approprié en droit civil est *revocation*.

The term “revocation” is also used in common law to convey a meaning similar to “withdrawal”, and thus is preferable.

Le terme *revocation*, qui est également utilisé en common law pour rendre une notion semblable à *withdrawal*, est donc préférable.

Solution:

In the English version, the term “withdrawn” is replaced by the term “revoked”, and the term “withdrawal” is replaced by the term “revocation.”

Solution :

Dans la version anglaise, le terme *withdrawn* est remplacé par le terme *revoked* et le terme *withdrawal* est remplacé par le terme *revocation*.